



Le MANIFESTE des hôpitaux et maternités de proximité en sud Aveyron membre de la coordination nationale des comités de défense des hôpitaux de proximité

Surtout, ne pas recommencer comme avant

Le monde d'après devra rétablir la démocratie en santé et nous rendre notre citoyenneté.

Le Covid a mis à l'honneur la capacité d'adaptation et le dévouement des soignants à l'œuvre dans les hôpitaux publics. Il a aussi mis en évidence les nombreuses carences de notre système de santé : insuffisance de lits de réanimation et de personnel, insuffisance et obsolescence du matériel, absence d'équipements de protection dans les hôpitaux, retards de mobilisation des cliniques privées qui ne retrouvaient pas les patients Covid dans la liste habituelle des malades rentables, dénuement des médecins et personnels para-médicaux des villes et villages qui attendaient de l'Etat les moyens de protection inhérents à l'exercice de leur profession.

Notre région, moins touchée, pour le moment, que la moyenne nationale n'a pas échappé à ce constat. Dans la sud-Aveyron, cette crise s'est produite en plein questionnement sur la suppression des hôpitaux de St Affrique et Millau. En cours de fusion avec la promesse de construction d'un nouvel établissement à St Georges de Luzençon, dont le contenu, les accès devaient être communiqués ...fin Avril.

Rechercher les causes

Ce virus émerge pour des causes environnementales, puis sa diffusion expresse pour cause de mondialisation, l'impréparation, voir la destruction des moyens de prévention (recherche abandonnée, fabrication des masques et produits de tests délocalisée), pour finir par la saturation des hôpitaux aux effectifs et capacités d'accueil affaiblies par les choix budgétaires, le constat général est tellement affligeant et le nombre de décès si élevé que s'impose le « plus jamais ça ! ».

Certaines recherches des causes demanderont du temps, mais d'autres sont plus rapides à établir. Sortir de la fuite en avant du modèle économique mondialisé nous semble incontournable. Au plan national, le gouvernement lance une concertation de deux mois, ce qui en sortira sera le résultat de dialogue et de rapports de forces, pour l'instant ce sont des promesses floues, des menaces d'accélérer ce qui se faisait déjà aussi. Celles et ceux qui nous ont mis dans cette situation n'hésiteront pas à vouloir s'imposer comme les seuls à décider de la sortie.

Changer les choses

Pour les usagers et les soignants que nous représentons il faut faire revenir au cœur des décisions les critères de santé définis avec la population éclairée par les propositions des professionnels. Une santé de qualité (de l'alimentation et l'environnement à l'hôpital spécialisé, en passant par des hôpitaux et services médicaux de ville) accessible à tous (prise en charge par une sécu remise sur pied, proximité d'accès pour les malades et leur famille). Chacun mesure ce qu'il en coûte de se laisser imposer la gestion hyper-centralisée des financiers et des managers.

Une reprise rapide de la mobilisation

Nombreux sont celles et ceux qui pensent que les projets de fermetures des hôpitaux de proximité vont être « normalement » remis en cause.

Rien ne le garantit, au contraire même, les financiers ont fait peser sur la sécu le poids de la crise, les technocrates ont toujours des projets pour continuer comme avant, en accélérant.

Nous voulons l'accès à 30 mn pour les soins d'urgence et 45 mn pour la maternité, ils peuvent vouloir nous imposer les téléconsultations, multiplier les transports et hébergements dans des hôtels pour maintenir leur logique de concentration.

Nous appelons les habitants du sud-Aveyron à reprendre la mobilisation, sous les formes permettant de limiter les risques sanitaires, pour une consultation des habitants précédée

- d'un temps de débat public contradictoire et informant sur les moyens d'avenir de nos hôpitaux de proximité
- de la prise en charge par l'ARS des moyens de modernisation et de renforcement des personnels et médecins de nos hôpitaux existants.

- Abordant la création de Centres de santé pour un renforcement des moyens médicaux et paramédicaux urbains ou ruraux.

Ceux qui nous ont imposé leurs choix, en disant qu'il « n'y avait pas d'autres solutions » doivent cesser de tout décider. Notre vie, notre avenir, celui de nos enfants, nous devons en décider ensemble

Nous rassembler

Aux élus, syndicats, associations, partis politiques nous proposons, début juin, une réunion d'organisation collective de cette initiative pour faire vivre ces débats et cette consultation.

Contacts « lemanifeste@orange.fr »

Saint Affrique le 26 mai 2020